



# Actualité premier trimestre 2011

## Jurisprudence

*(cliquer sur les liens pour ouvrir les documents)*

### ISF- DROITS DE SUCCESSION ET DE DONATION

#### **ISF, décision QPC du Conseil constitutionnel concernant le plafonnement du plafonnement IR/ISF pour les patrimoines les plus importants : constitutionnalité (oui)**

[\(Cons. const. 11 février 2011 n°2010-99 QPC ; RJF 4/11, n°485\)](#)

Le Conseil constitutionnel a jugé qu'est conforme à la Constitution la limitation, en application du premier alinéa de l'article 885 V bis du CGI, des effets du plafonnement à 85% du total des revenus du contribuable.

#### **ISF et exonération des biens professionnels, apport de l'usufruit d'immeubles à une EURL : abus de droit sur le fondement de l'ancien article 64 du LPF (oui)**

[\(Cass. com. 7 décembre 2010, n°10-10.054, Grimonprez-Prouvost ; RJF 4/11, n°526\)](#)

La Cour de cassation a jugé qu'est exclu de l'exonération d'ISF au titre des biens professionnels l'apport de l'usufruit de trois immeubles à une EURL réalisé dans un but exclusivement fiscal.

#### **ISF et exonération des biens professionnels, appréciation des rapports de connexité et de complémentarité en l'absence de tout lien capitalistique : bien professionnel unique (oui)**

[\(Cass. com. 28 septembre 2010 n°09-68574, DGFIP c/ M. Goffi ; Revue de Droit fiscal, n°12, 24 mars 2011, p. 26\)](#)

Aux termes de l'article 885 O bis, 2° du CGI, les parts ou actions détenues par une même personne dans plusieurs sociétés sont présumées constituer un seul bien professionnel lorsque, compte tenu de l'importance des droits détenus et de la nature des fonctions exercées, chaque participation prise isolément satisfait aux conditions prévues pour avoir



la qualité de bien professionnel, et que les sociétés en cause ont effectivement des activités soit similaires, soit connexes, soit complémentaires.

A travers cette décision, la Cour de cassation confirme que l'absence de participation entre deux sociétés n'est pas exclusive de la qualification de bien professionnel unique.

Selon la Cour de cassation, l'existence de liens de connexité et de complémentarité entre deux sociétés holdings ayant des rapports économiques étroits mais dénués de tout lien capitalistique peut résulter de l'identité et la nature même des prestations fournies par la première à la seconde, s'agissant d'interventions de direction générale, financière, commerciale et stratégique, induisant une situation de dépendance économique de la société bénéficiaire.

### **ISF, exonération des biens professionnels, entreprise individuelle et parts ou actions de sociétés : présomption du caractère professionnel des liquidités et titres de placement, preuve contraire apportée (oui)**

[\(Cass. com. 14 décembre 2010 n°10-10139, Hoquet ; RJF 4/11, n°522\)](#)

Les liquidités détenues dans le cadre d'une entreprise individuelle ou par une société ne sont pas nécessairement des biens professionnels exonérés d'ISF, alors même que les autres biens de la première et les droits sociaux de la seconde ont cette qualité.

Dans cette affaire, la Cour a pu déduire du faisceau d'éléments suivants que le montant des liquidités et placements financiers figurant au bilan de la société était hors de proportion avec ses besoins en trésorerie et qu'une partie n'était pas nécessaire à son activité :

- augmentation spectaculaire du poste valeurs mobilières de placement ainsi qu'une disproportion de cette augmentation au regard de la progression de la valeur nette comptable et du chiffre d'affaires ;
- multiplication par 100 des liquidités alors que pendant la même période, le chiffre d'affaires avait été multiplié par 1,68 ;
- inadéquation entre le montant des valeurs réalisables à court terme et celui du passif exigible à court terme, les liquidités étant 2,5 fois supérieures à celui-ci.

[Consultez l'ensemble des rubriques « Actualité jurisprudence mai 2011 »](#)